
Les enjeux du développement régional et territorial en zones rurales

André Torre et Frédéric Wallet (dir.), L'Harmattan, Paris, 2013, 272 p.,
27,50 euros, <http://www.librairieharmattan.com>

Philippe Jeanneaux



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4587>

DOI : [10.4000/economierurale.4587](https://doi.org/10.4000/economierurale.4587)

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 15 février 2015

Pagination : 101-103

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Philippe Jeanneaux, « Les enjeux du développement régional et territorial en zones rurales », *Économie rurale* [En ligne], 345 | Janvier-février 2015, mis en ligne le 15 février 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/4587> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/economierurale.4587>

© Tous droits réservés

 André TORRE et Frédéric WALLET (dir.)

Les enjeux du développement régional et territorial en zones rurales

L'Harmattan, Paris, 2013, 272 p., 27,50 euros
<http://www.librairieharmattan.com>

Les enjeux du développement régional et territorial en zones rurales est le titre d'un ouvrage dirigé par André Torre et Frédéric Wallet paru en 2013 chez L'Harmattan dans la collection « Administration, Aménagement du Territoire ». André Torre et Frédéric Wallet présentent cet ouvrage en 4^e de couverture comme une contribution à l'analyse de l'évolution des pratiques et des représentations des acteurs, à la pertinence et à la pérennité des nouvelles formes de coordination, mais aussi à l'action publique et aux modes de gouvernance. Cette contribution vise à donner des clés de lecture originales à la compréhension des mutations des espaces ruraux et périurbains. Les auteurs entendent apporter « des réponses nouvelles face aux limites des modèles antérieurs fondés sur les logiques industrielle et moderniste ».

À la lecture des huit chapitres qui composent cet ouvrage de 272 pages, on est tenté de proposer un autre titre tant le contenu de ces chapitres sans exception intègre la thématique agricole. En effet, alors que l'agriculture ne fait plus le rural en termes de richesse et d'emplois, ici les auteurs consacrent un ouvrage à l'agriculture et montrent qu'abordée dans ses fonctions productives, environnementales ou territoriales, elle devient centrale pour envisager les enjeux du développement régional. Un titre comme « Les enjeux du développement régional et territorial : la place incontournable de l'agriculture » aurait été plus fidèle au propos de ce livre. Le fil directeur poursuit l'idée que les acteurs économiques mobilisent des ressources et des innovations au service des projets

de développement et de la préservation des écosystèmes, et que, dans cette action, l'agriculture est une clé de lecture des mutations des campagnes qu'elles soient périurbaines ou rurales. Il n'est pas question que d'espaces ruraux dans cet ouvrage.

Ce livre rassemble les approches de 28 auteurs en majorité chercheurs et enseignants chercheurs de 7 disciplines : géographie, sciences de gestion, droit, économie, agronomie, sociologie, science politique. L'ouvrage valorise les recherches menées dans le cadre du Programme PSDR 3, Pour et sur le développement régional, et plus particulièrement restitue une partie des débats de l'École chercheurs « Chemins de recherches partenariales et interdisciplinaires » tenus en mai 2010. Après une introduction par les auteurs qui exposent une revue de littérature intéressante sur le développement rural, l'ouvrage est organisé en trois parties.

La première partie intitulée « Entreprises et coopératives, acteurs du développement territorial » est composée de trois chapitres. Le chapitre un de Maryline Filippi et Paul Muller met en évidence les difficultés des acteurs (ici en particulier les coopératives agricoles) de filières fromagères sous AOP à construire de nouvelles formes d'organisation face aux changements des marchés, mais montre aussi que l'émergence de communautés de pratiques favorise les dynamiques d'apprentissages et la création de ressources pour résoudre ces difficultés. Le chapitre deux de Valérie Barraud-Didier, Marie-Christine Henninger et Pierre Triboulet traite des mutations que traversent les coopératives agricoles. Il est essentiellement question des changements de comportements des agriculteurs qui, d'adhérents fidèles et solidaires, adoptent des comportements opportunistes et plus individualistes. Le chapitre trois complète ces mutations de l'agriculture. Chantal Chassaing et Claire Laurent par une évaluation de la durabilité d'exploitations herbagères de

montagne montrent en effet les difficultés économique et sociale des systèmes traditionnels de type *Salers traite*.

La deuxième partie intitulée « Réseaux et apprentissages dans le processus de gouvernance des territoires » est composée de trois chapitres. Le chapitre quatre de Jean-Pierre Del Corso, Charilaos Képhaliacos, Geneviève Nguyen et Henri Tavernier aborde le rôle du conseil dans l'apprentissage et l'adoption de pratiques alternatives, *via* les MAET, pour réduire l'usage des pesticides à l'origine de pollutions diffuses des eaux. Le chapitre cinq, rédigé par Syndhia Mathe, Eduardo Chia et Hélène Rey-Valette, aborde les conditions de mise en œuvre, par des fermes aquacoles en réseau, de démarches partagées de contribution au développement durable des territoires. Ces démarches questionnent les apprentissages et les outils nécessaires, mais sont aussi à l'origine de refondation des stratégies des organisations professionnelles. Le chapitre six de Salma Loudiyi, Sylvie Lardon, Ludovic Méasson et Marianne Chometon aborde le rôle charnière de l'agriculture pour construire la ressource territoriale partagée, fruit de la mise en cohérence d'acteurs, d'espaces et d'activités, ressource territoriale qui est facteur de développement local. Cette partie insiste bien sur la montée en puissance des démarches participatives qui réinventent les façons de faire du développement endogène.

La troisième et dernière partie de l'ouvrage intitulée « Les mécanismes de gouvernance du foncier agricole » est composée de deux chapitres. Le chapitre sept présente en trois approches disciplinaires les évolutions des modes de gouvernance des espaces agricoles ruraux et périurbains face aux risques environnementaux. Luc Bodiguel, Mathilde Fabry, Pascal Germain, Michel Pech, Nadine Souchard et Bertille Thureau mobilisent trois objets pertinents pour traiter la problématique de la régulation locale du foncier agricole : les risques de pollution

de la ressource en eau potable par les activités humaines, l'artificialisation des espaces agricoles et la disparition des zones humides. Le chapitre huit de Romain Melot et Gwenaëlle Ackerman clôt cet ouvrage de manière remarquable et instructive. À partir de l'analyse du contentieux relevé dans quatre tribunaux paritaires des baux ruraux, les auteurs montrent comment les conflits entre bailleurs et fermiers révèlent les stratégies patrimoniales des propriétaires concernant le changement de destination des terres (du foncier agricole au foncier à bâtir) et la défense par les locataires de leur droit sur l'usage agricole.

On regrettera l'absence de conclusion qui aurait permis de tirer quelques enseignements généraux. Au lecteur, nous proposons un conseil de lecture qui s'appuie sur une réorganisation de l'ordre des chapitres. Le livre pourrait être finalement analysé selon deux parties principales. Une première pourrait être structurée autour des mutations de l'agriculture à différentes échelles. Le lecteur pourrait alors enchaîner le chapitre deux pour prendre conscience des changements majeurs qui touchent les solidarités rurales à travers les changements de comportement des associés-coopérateurs agricoles. Suivrait alors le chapitre trois pour aborder la fragilité des systèmes de production agricole traditionnels, pour ensuite aborder avec le chapitre sept les transformations des espaces agricoles et agri-environnementaux, avant de terminer avec l'actuel chapitre huit pour saisir le sens des conflits entre propriétaires et locataires afin de comprendre les mécanismes qui préfigurent l'artificialisation du foncier agricole et la fragilisation des exploitations concernées. Une deuxième partie pourrait être structurée autour de l'apprentissage et de l'adoption de nouvelles pratiques, de nouveaux référentiels et de nouveaux modes de gouvernance des affaires locales pour lesquelles l'agriculture joue un rôle clé. Le lecteur pourrait alors lire le chapitre un

sur les communautés de pratiques, avant de reprendre les trois chapitres actuels (4, 5 et 6) rassemblés derrière la thématique des réseaux et des apprentissages

dans les processus de gouvernance des territoires. ■

Philippe JEANNEAUX

UMR Métafort 1273, Vetagrosup Clermont